

AUDACE ET CONVICTION

Marquée de faits politiques ayant des conséquences négatives sur une majorité de Françaises et Français et une situation politique internationale inquiétante, l'année 2024 s'est achevée dans notre pays par une censure du gouvernement Barnier de la part d'une majorité de députés.

Cet acte démocratique, prévu dans la Constitution, a eu pour conséquence directe la non-discussion et adoption d'un budget national pour 2025. Laisant ainsi pleins d'incertitudes économiques et financières, ainsi que sur le fonctionnement de nos institutions, et sur tout ce qui fait la vie quotidienne de chacune et chacun d'entre nous.

La gravité de la situation, même si quelques-uns peuvent penser que cela est loin de nous, a des conséquences immédiates sur nos vies. Et c'est vrai dans tous les domaines : éducation, santé, culture, sport, agriculture, mobilités, environnement, économie...

Face à cette situation, que pouvons-nous faire ? Que pouvons-nous espérer collectivement ?

À l'évidence ce n'est pas en restant spectateur ou simple commentateur que les événements pourront s'inverser.

Nous pouvons et devons être acteurs de nos vies pour de nouveaux jours heureux.

Le quotidien de chacun et le quotidien collectif doivent pouvoir s'améliorer si nous œuvrons collectivement à travailler, à changer le rapport de force social et politique.

Telle est l'ambition du Parti Communiste Français et de ses militants qui ont décidé de relever ce défi, le 14 décembre dernier lors de la conférence nationale avec des délégués venus de toute la France.

L'adoption de la feuille de route « **Pour une ambition pour le peuple, pour la France, pour la Paix** » s'inscrit pleinement dans les enjeux auxquels nous sommes confrontés et qui sont devant nous.

Redonner force et visibilité au PCF sur notre territoire est un enjeu essentiel si nous voulons peser démocratiquement, ainsi que dans tout ce qui fait la gauche aujourd'hui.

Bref, comme il est écrit dans la résolution, être « **Un Parti révolutionnaire et utile au quotidien** ».

Cela va passer par une activité militante de proximité, une activité de nos sections et cellules renouvelée, un déploiement militant sur tout les territoires de notre département.

Nous aurons besoins de rencontres, d'initiatives

La Fédération des Landes du PCF et l'équipe du journal « Les Landes Républicaines » vous adressent leurs meilleurs vœux de bonheur, de réussite et de santé pour cette année 2025 ! ■

LES LANDES RÉPUBLICAINES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.



S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 25€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523– N° 2490 – Jeudi 9 janvier 2025

politiques et festives, de formations, de débats et aussi de nous donner des moyens financiers pour y parvenir.

Pour cela nous avons besoin de renouveler et de renforcer les forces militantes de notre organisation. Et même si nous restons encore une force politique nombreuse en militants, organisée sur les territoires, nous avons besoin d'un renforcement militant pour relever tous les défis qui sont devant nous.

Seul un Parti Communiste fort, organisé, pourra répondre à cet impératif si nous avons l'ambition de changer la société.

La meilleure façon de dire c'est de faire. Alors toutes et tous prenons notre place dans cet engagement militant.

Audace et conviction pour ce possible.

Belle et heureuse année militante à toutes et tous.■

Alain BACHÉ
Secrétaire départemental

Se former pour comprendre, se former pour agir

Mener le combat politique, c'est avoir les arguments pour mener des débats contradictoires et ouvrir des perspectives de changement.

Pour cela, les militants communistes ont besoin d'acquérir des connaissances. L'année 2025 verra diverses formations proposées aux adhérents.

Une première session de formations est organisée par la section PCF du Seignanx. Elles auront lieu le :

1ère session :

Samedi 18 janvier 2025 de 9 h à 12 h

Notions d'économie politique et baisse tendancielle du taux de profit

2ème session :

Samedi 8 février 2025 de 9 h à 12 h

Les classes sociales et lutte de classe

Ces deux matinées de formation se tiendront au siège de la section PCF du Seignanx, 1 rue Lise et Artur London à Tarnos.

Pour s'inscrire, contacter la section PCF du Seignanx : pcf.seignanx@laposte.net ou la fédération : pcf.landes@wanadoo.fr ■

Un budget 2025 protecteur, prévenant et sur certains points, bienveillant

Pour la dernière séance plénière de la région Nouvelle-Aquitaine de 2024, l'actualité nationale sur le budget s'est invitée dans les débats. La majorité régionale a maintenu la présentation de son budget pour l'année 2025 malgré la censure du gouvernement Barnier suite au déclenchement du 49-3 sur le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS).

La situation de Mayotte, liée au cyclone Chido, a dominé les propos liminaires. Une minute de silence a été observée en hommage aux victimes, aux survivants de Mayotte. Dans son intervention préliminaire, le Président Alain Rousset a annoncé une subvention d'urgence de 500.000 €.

Dans ses propos liminaires, **Alain Baché**, président du groupe Communiste, Écologique et Citoyen, a souhaité faire un focus sur l'archipel de Mayotte, sur la censure gouvernementale, sur l'hiver social et sur le budget régional.



Il a rappelé que Mayotte, 101ème département français où 77% de la population survit en-dessous du seuil de pauvreté avec un taux de chômage très élevé, où l'eau potable est rare et l'accès irrégulier et où le choléra tue toujours, subissait l'abandon de la République et des pouvoirs publics.

« *La France des Lumières ne s'est pas éteinte à ce point pour ainsi voir la faillite de l'État* ».

L'élu a ensuite rappelé le motif réel de la motion de censure qui a renversé le gouvernement Barnier. En effet, contrairement aux dires des groupes LR et macronistes, la motion de censure portait sur le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale, s'en prenant une nouvelle fois au porte-monnaie des travailleurs :

- ♦ déremboursement en cascade des médicaments et des consultations
- ♦ imposition de la CSG pour les apprentis
- ♦ jours de carence supplémentaires pour les fonctionnaires
- ♦ 200 millions d'euros en moins pour les hôpitaux.

Ces mesures auraient alourdi la situation actuelle où plus de 3 millions de personnes n'ont pas de mutuelle et 60% de Français renoncent à se soigner. Voilà ce qui a fait la censure du gouvernement.

Alain Baché a signalé les mauvaises nouvelles sur le front de l'emploi où une vague de licenciements s'accumulent. Il a en particulier ciblé les grands groupes qui ont bénéficié des largesses du « quoi qu'il en coûte » macroniste. Ce sont près de 3.000

suppressions d'emplois dans les PME-TPE, et des emplois publics qui seront supprimés, comme par exemple l'Etablissement Rougié (propriété de la grosse coopérative Euralis) à Sarlat en Dordogne qui a annoncé la suppression de 73 emplois ; ou aussi ce qu'il se passe dans la filière Cognac.

Pour lui, c'est dans ce contexte d'incertitudes, tant politiques que sociales, que le projet de budget régional 2025 s'est construit. Un budget effectivement protecteur, mais aussi prévenant et sur quelques aspects, bienveillant. Il a pointé les responsabilités de l'État qui a placé les collectivités sous tutelle vivant au gré des dotations et n'ayant aucune latitude budgétaire.

Point central des discussions : le budget primitif 2025

Dans le débat budgétaire, Alain Baché, conseiller régional et membre de la Commission des Finances, a porté un regard particulier sur ce que la part des salaires représente dans le Produit Intérieur Brut. En effet, passant de 73% dans les années 1980 à 55% dans les années 2020, c'est donc de l'argent enlevé aux travailleurs au profit du capital.

La construction du budget défend une volonté affirmée sur l'économie et l'emploi, un développement équilibré sur tous les territoires, une vigilance accrue sur les aides directes et indirectes aux entreprises particulièrement sur les grands groupes, les holdings en privilégiant les avances remboursables, en appuyant et renforçant le règlement sur les éco-socio-conditionnalités.

Au sein de ce budget, de nombreuses réponses sont apportées aux secteurs où les demandes sont fortes, comme la profession agricole sur les mesures qui la concernent. La vigilance sera de mise sur tout ce qui concerne l'Economie Sociale et Solidaire, qui est le premier kilomètre vers la solidarité.

Après une attaque révoltante et infâme de l'extrême-droite concernant les indemnités des élus régionaux qu'ils souhaitent diminuer, le conseiller régional a martelé que ce n'est pas en rognant sur les indemnités des élus que les citoyens s'engageront dans la vie publique. D'ailleurs, certains conseillers régionaux ont pris un détachement ou un temps partiel pour assumer leur mandat, et d'autres subissent une perte de leur rémunération en cas d'absence pour participer aux instances régionales comme les séances plénières. **Il faut plutôt demander un véritable statut de l'élu.**

Ce n'est pas aussi en s'attaquant aux moyens de fonctionnement du Conseil Économique Social Environnemental Régional (CESER) que la vitalité de la démocratie sera garantie.

Edwige Gagneur, conseillère régionale déléguée à l'accès à la formation des personnes en situation de handicap, a complété les propos d'Alain Baché en

rappelant que dans notre pays, 5,1 millions de citoyens vivent sous le seuil de pauvreté (avec moins de 1.014€ par mois), que plus de 3 millions de personnes n'ont pas de mutuelle et que 60% renoncent à se soigner.



Ce budget est l'occasion de répondre aux défis sociaux et humains qui concernent tous les néo-aquitains. Le budget lié à la formation redonne espoir et donne une vision solidaire en préservant le pacte des connaissances permettant de concentrer les efforts sur les publics les plus éloignés de l'emploi.

Au-delà de l'emploi, il s'agit aussi d'ouvrir la voie à une émancipation sociale et culturelle indispensable. Car l'accès à un emploi décent, à un logement digne, ou encore à une protection sociale universelle, ce n'est pas seulement une question de justice sociale, c'est une condition sine qua non de la démocratie elle-même.

« Ce budget n'est pas une fin en soi, mais un levier. Il nous donne les moyens de répondre à une exigence : celle de bâtir une région plus inclusive, plus solidaire, et tournée vers l'avenir ».

Les élus du groupe CEC ont voté POUR le budget primitif 2025.■

Suite du compte-rendu de la dernière séance plénière de 2024 dans le numéro de la semaine prochaine...

CARNET

La fin de l'année fut endeuillée pour plusieurs camarades de notre parti

Tout d'abord, c'est **Jean-Marc Destenabe de Saint-Vincent-de-Tyrosse qui nous a quittés.**

Un hommage civil lui a été rendu le lundi 23 décembre en présence d'une foule nombreuse. Des camarades de la CGT et du PCF ont pris la parole pour rappeler successivement son engagement syndical durant ses années passées à EDF et politique avec particulièrement son investissement lors des campagnes électorales sur la deuxième circonscription, pour la Fête de l'Humanité et la Fête des Pins.

À notre camarade et amie Fusilha, son épouse, Sami et Aurélie, ses enfants, et toute leur famille, la Fédération des Landes du PCF présente ses plus sincères condoléances.

Michel Sibé d'Habas nous a également quittés.

Fidèle camarade, très attaché à son Parti, ses obsèques ont eu lieu le jeudi 26 décembre.

Accompagné par de nombreux camarades et amis, c'est Damien Delavoie qui a rendu un dernier hommage à Michel rappelant son engagement, son humanisme et sa générosité.

À Chantal, son épouse, et sa famille, nous leur adressons nos plus fraternelles condoléances.■

Il y a 80 ans mourait Pierre Georges, le colonel Fabien

Né le 21 janvier 1919 à Paris, dans une famille ouvrière militante, Pierre Georges rejoint très tôt les Jeunesses communistes. En 1936, il s'engage en Espagne dans les



Brigades internationales pour défendre la République face au fascisme.

Cette expérience forge son esprit et préfigure le reste de sa vie.

Dès l'occupation allemande, Pierre Georges devient l'un des premiers résistants actifs. Le 21 août 1941, il accomplit un acte d'un immense courage dans la France occupée : l'exécution de l'aspirant de marine Alfons Moser, au métro Barbès.

Ce geste marque le début d'une nouvelle phase dans la lutte clandestine et fait de lui un symbole de résistance à l'ennemi.

Sous le pseudonyme de "Fabien", il prend des responsabilités dans l'organisation des groupes armés FTP. Il dirige des groupes de partisans qui sabotent les infrastructures ennemies et harcèlent les troupes d'occupation. Il met en œuvre des actions spectaculaires, contribuant à affaiblir l'occupant et à galvaniser les résistants. Le 25 août 1944, il participe à la Libération de Paris. En route vers l'Allemagne à la tête d'une colonne rassemblant de nombreux jeunes ouvriers, il meurt au combat le 27 décembre 1944.

Devant son cercueil exposé sur les marches de l'Hôtel de Ville de Paris, des milliers de gens viennent lui rendre hommage.

Le colonel Fabien n'était pas seulement un homme d'action ; il était un homme de conviction, un modèle pour ceux qui refusaient de plier face à l'injustice. Il est devenu un symbole de la résistance française.

Paris a donné son nom à la place où s'est construit le siège de notre Parti.

Le souvenir de Pierre Georges, colonel Fabien, reste vivant, non seulement dans les livres d'histoire, mais aussi dans nos luttes contemporaines pour un monde de liberté et de justice sociale. Sa devise demeure vibrante : « Vaincre et vivre ».

En ce 80e anniversaire, nous honorons la mémoire du colonel Fabien et les principes qui ont fondé sa vie : la résistance à l'oppression, le combat pour la dignité humaine, la justice et la fraternité.■

SOUSCRIPTION

Nom.....Prénom.....

ADRESSE.....

CP..... VILLE.....

Je fais un don de € au PCF

Libeller le chèque à l'ordre de :

« ADF-PCF40 »

BP34, 40001 MONT-DE-MARSAN Cedex

Conformément à la loi, un reçu ouvrant droit à une réduction d'impôt vous sera adressé (uniquement pour les dons en chèques).

ABONNEMENT 2025 AU JOURNAL « LES LANDES REPUBLICAINES »

Lecteurs de toujours, lecteurs plus récents, vous recevez chaque fin de semaine le journal Les Landes Républicaines.

Ce journal est le lien landais de l'actualité politique, sociale, nationale et locale.

Chaque semaine, la rédaction s'efforce de vous informer pour vous aider à décrypter l'actualité politique et nous vous remercions de votre fidélité.

Nous considérons que notre hebdomadaire **Les Landes Républicaines** est nécessaire et utile au décryptage politique dans le débat politique et social qui existe aujourd'hui.

Comme depuis quelques années maintenant, nous souhaitons amplifier la version numérique de notre hebdomadaire.

Nous souhaitons également gagner de nouveaux lecteurs, alors n'hésitez pas à faire connaître notre hebdomadaire autour de vous, dans vos familles, vos collègues, vos amis.

Pour les lectrices et les lecteurs qui n'auraient pas de mails, nous continuerons à envoyer le journal en version papier, ainsi que pour celles et ceux qui souhaiteraient poursuivre leur abonnement par envoi postal.

Le journal *Les Landes Républicaines* accompagne les luttes, porte les colères contre les inégalités croissantes, répond au matraquage idéologique des dominants, affirme les solidarités et la fraternité.

Pour toutes ces raisons, Les Landes Républicaines doivent vivre !

Réabonnez-vous !

Et nouveaux lecteurs, abonnez-vous !■

Attention : une erreur s'est glissée dans les deux derniers numéros.

Suite à une décision du conseil départemental, l'abonnement normal passe de 25 à 30 €.

BULLETIN D'ABONNEMENT 2025 Les Landes Républicaines

Nom.....Prénom.....

Adresse.....

Code Postal..... Localité.....

☐

**Je souhaite recevoir le journal
EN VERSION PAPIER**

☐

**Je souhaite recevoir le journal
EN VERSION NUMERIQUE**

Mon mail.....@.....

☐

Abonnement normal 30 €

☐

**Abonnement de soutien 40 € ; 50 € ;
..... €**

**Landes Républicaines - BP 34
40001 MONT-DE-MARSAN Cedex.**

**Chèque libellé à l'ordre de
« SARL Les Landes Républicaines ».**

**Abonnement jusqu'au 30 Janvier 2025
A compter de cette date et sans retour de
votre part, l'abonnement aux Landes
Républicaines sera supprimé.**

Gnacs et Chacailles

BAYROU A MATIGNON

Fin février 2012 dans la campagne présidentielle sur la fin de la présidence Sarkozy (2007-2012), François Bayrou (né le 25/05/1951 à Bordères) se présentait au 1er tour de l'élection présidentielle ou il fut battu face à Sarkozy et Hollande qui devint président de la République au 2ème tour. Bayrou appelé à Matignon par Macron en cet «an de crasse 2024», votre serviteur La Mougne ne résiste pas à rappeler ce qu'il écrivit dans son «Gnacs et chacailles» de 2012 sous le titre BAYROU. Né en 1553 à Pau de Jeanne d'Albret et d'Antoine de Bourbon, Henri III de Navarre connut les terribles vicissitudes des guerres de religion entre catholiques et protestants. Protestant, huguenot, il échappa de justesse, adolescent, au massacre de la St Barthélémy déclenché à Paris le 24 août 1572 au plus fort de la vendetta entre le clan des Guise et celui des Châtillon-Montmorency. Plus tard, le "Vert Galant" Henri III de Navarre déclarant: "Paris vaut bien une messe" devint "lou noste Henric" (le roi Henri IV) sacré roi de France à Chartres le 25 février 1594 en se convertissant au catholicisme. S'il sut faire la guerre, il sut aussi gagner la paix en homme politique avisé. Par l'édit de Nantes signé le 15 avril 1598, Henri IV instaura la tolérance en reconnaissant la liberté de culte aux protestants. Les guerres de religion avaient provoqué l'émigration de 200.000 huguenots durant le XVIème siècle et la fin de la guerre civile a relancé l'activité économique. Qui a oublié: «Labourage et pâturage sont les deux mamelles de la France» dans la politique appliquée par le ministre Sully. Henri IV fut assassiné le 14 mai 1610. Son fils Louis XIII (1601-1643) lui succéda, puis Louis XIV (1638-1715) dit "le roi soleil" - le «bling bling» existait déjà, vidant les caisses de l'état pour Versailles – instaurant, après une période de régence, la monarchie absolue et la Révocation de l'Édit de Nantes le 18 octobre 1685, terrible régression sociétale et à nouveau l'émigration des huguenots persécutés. Ce rappel historique n'est peut-être pas superflu dans notre triste actualité française dominée par les épisodes de xénophobie à connotation religieuse où raciste. Le sieur Bayrou, "centriste" et catholique affiché nous la joue également sur le ton de la séduction dans le genre "ralliez-vous à mon panache blanc" (maculé de gadoue avec ses parrainages à Marine Le Pen). Il se découvre soudain farouche adversaire de Sarkozy entonnant son refrain "centriste" pour racoler à droite et à gauche. Mieux, il se prétend défenseur de l'Éducation Nationale. Il en fut ministre sous 3 gouvernements de droite différents dont celui de Balladur en 1993 où il proposa une réforme de la loi Falloux qui aurait déplaçonné la possibilité, pour les collectivités locales, de subventionner les investissements des établissements d'enseignement privé. Le 24 janvier 1994, près d'un million de manifestants s'en prennent à ce projet, pour défendre l'école laïque. Pour le reste, c'est à droite toutes! avec des ministres Modem dans les gouvernements de droite et le vote de toutes les lois réactionnaires à Paris comme à Bruxelles. Sans pitié il a crucifié son compère Hervé Morin ex-ministre de la défense et des anciens combattants contraint de stopper net sa course à l'Elysée. Ce qui importe c'est le centre de Sa Personne et le parti pris des riches. Dap aqueth òmi arrey dé boun enta nös é d'està biarnès n'ès pà melhe" (avec cet homme rien de bon pour nous et d'être béarnais n'est pas mieux).

Si vous en doutiez, Bayrou est bien un homme du passé et comme son mentor Macron, un dangereux spadassin au service des marchés financiers contre la République sociale, les travailleurs, la liberté, la démocratie et la paix et quoi qu'ils en disent le RN va dans le même sens.■

Roger La Mougne